

NOTRE-DAME-DES-LANDES

TREVE AUTOUR DU FUTUR AEROPORT

L'Etat souhaite par ce geste calmer le jeu dix jours après la publication des rapports de trois commissions qui ont préconisé des études complémentaires avant le financement des travaux.

Six mois après l'arrivée massive des forces de l'ordre sur le site de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, pour tenter d'évacuer les opposants au projet d'aéroport, les gendarmes s'en sont retirés samedi, un geste d'apaisement dix jours après la publications de rapports préconisant des études complémentaires avant les travaux.

Au cours de la nuit, dans la plus grande discrétion, les gendarmes qui, depuis les affrontements d'octobre, sont en moyenne 150 à 200 à se relayer sur place, ont quitté les deux points de contrôle routier sur la zone d'aménagement différé (ZAD). L'information a été aussitôt relayée sur les réseaux sociaux par les anticapitalistes, environ 150 à 300 militants installés sur place dans des cabanes, pour certains depuis plus de deux ans.

Retour du dialogue

Ce retrait, dont l'objectif affiché par l'Etat est de calmer les esprits, intervient dix jours après la publication des rapports de trois commissions qui ont préconisé des études complémentaires avant le lancement des travaux de transfert de l'actuel aéroport de Nantes sur le site de Notre-Dame-des-Landes à l'horizon 2017-2018. Mais surtout le dialogue s'est renoué entre l'Acipa, principale association historique d'opposants, et la préfecture.

Cette semaine, Julien Durand, porte-parole de l'Acipa, avait ainsi estimé que «les tranchées et les barricades» installées sur le site par les anticapitalistes «ne sont pas une solution», après de nouvelles violences lundi entre certains opposants anticapitalistes et les forces de l'ordre. Ces violences avaient fait trois blessés parmi les forces de l'ordre, selon la gendarmerie, et un peu plus d'une quinzaine chez les opposants, selon ceux-ci.

Partisan d'une «opposition constructive», M. Durand a accusé les anticapitalistes d'avoir provoqué les forces de l'ordre par l'installation d'une nouvelle barricade sur la seule route encore praticable de la zone du projet, tout en regrettant la présence des forces de l'ordre sur place. Il s'est attiré par ses propos les foudres des militants anticapitalistes. Il a ensuite rencontré jeudi des représentants de la préfecture de Loire-Atlantique. Une rencontre a priori fructueuse.

Retrait sous conditions

«Les gendarmes sont partis dans la nuit. On revient à un régime normal de présence de gendarmerie comme sur le reste du département», a déclaré samedi à l'AFP un haut responsable de la préfecture. «On est en train de réorganiser notre dispositif, c'est-à-dire que l'on tente une configuration qui ne soit plus une présence permanente des forces de l'ordre, mais des interventions au coup par coup en cas de besoin», a-t-il ajouté.

Le retrait des gendarmes est un signe fort soumis cependant à conditions, comme l'absence d'obstacles à la circulation, au travail des agriculteurs et à la possibilité pour les différents experts de faire les relevés scientifiques demandés dans les rapports des commissions, a précisé ce responsable. «Si on n'y arrive pas, on sera malheureusement obligés de revenir à la situation antérieure», a-t-il averti.

En juin, la préfecture doit communiquer sur les éventuels retards des travaux de construction de l'aéroport du fait des aménagements demandés par les trois rapports remis la semaine dernière au gouvernement. Le rapport principal, celui de la commission du dialogue, a réaffirmé la nécessité d'un nouvel aéroport du fait de la saturation à venir de l'actuel équipement, mais a réclamé plusieurs aménagements, notamment de réduction de l'emprise du futur aéroport et des études complémentaires destinées à apaiser le débat. L'Etat avait accordé en 2010 la concession de l'aéroport au groupe de BTP Vinci.